



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 11/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TRAPIL**

7 et 9 rue des frères Morane  
75015 Paris

Références : 2024.394  
Code AIOT : 0005300444

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2024 dans l'établissement TRAPIL implanté 55 rue Gaston Lamy 14120 Mondeville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRAPIL
- 55 rue Gaston Lamy 14120 Mondeville
- Code AIOT : 0005300444
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TRAPIL exploite un établissement comportant un terminal pétrolier (T83), implanté au sein du périmètre du dépôt de produits pétroliers exploité par la société DPC. Il comporte

notamment 2 bacs de stockage d'hydrocarbures de 350 m<sup>3</sup> chacun (utilisés pour le stockage des contaminants), un poste de chargement des camions citernes ainsi qu'un ensemble d'équipements associés au pipeline de transport d'hydrocarbures. Cet établissement est réglementé par un arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mai 1998 ainsi que par les dispositions réglementaires découlant de sa déclaration d'antériorité du 31 mai 2016, et tout particulièrement les dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel du 1er juin 2015 relatives aux installations classées relevant de la rubrique 4734-2 (régime E).

L'exploitant indique que la région Caennaise est alimentée en carburants par un pipeline en provenance de la baie de Seine. Celui-ci permet d'alimenter les dépôts exploités par les sociétés DPC et Bolloré Energy. Les installations du terminal TRAPIL constituent l'interface entre cette canalisation de transport d'hydrocarbures liquides et ces dépôts.

L'Inspection s'est rendue:

- au niveau des deux bacs de contaminants géographiquement implantés dans la cuvette II;
- au niveau de l'aire d'emportage et du terminal avant d'accéder au bâtiment où TRAPIL dispose de sa supervision et d'un local de commande.

Les représentants de DPC ont été invités à suivre la visite d'inspection compte tenu du contexte de pollution aux hydrocarbures sur le site et de l'encadrement des travaux de modification des installations envisagés.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Équipement sous pression
- Sites et sols pollués
- Vieillesse (AM du 04/10/2010)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Enregistrement et prescriptions complémentaires	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-46-23 II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une pollution aux hydrocarbures a été constatée sur le site TRAPIL. L'exploitant doit adresser à l'inspection des installations classées un rapport d'accident circonstancié et déposer un dossier de demande de modification de ses conditions d'exploitation devant être instruit pour autoriser les travaux nécessaires à la poursuite de l'exploitation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'Inspection a été informé de l'événement chez l'exploitant TRAPIL par DPC. Le représentant de TRAPIL a pris contact avec l'Inspection afin de l'informer de la situation le 7 juin 2024. L'Inspection s'est rendu sur place le 12 juin dernier lors d'une visite d'inspection programmée au sein du dépôt d'hydrocarbures DPC. L'Inspection a rencontré le chef de Région Normande TRAPIL et constaté les fouilles effectuées. Au moment de cette visite, une opération de pompage en fond de fouille venait d'être réalisée par un prestataire au moyen d'un véhicule comportant la signalisation ATEX.</p> <p>Le 13 juin, l'Inspection a pu échanger par téléphone avec la cheffe du réseau le Havre - Paris TRAPIL afin d'initier un compte rendu d'accident. Dès le 14 juin, une présentation a été transmise à l'Inspection afin de reprendre la chronologie des événements, d'indiquer les liaisons dont l'étanchéité n'était plus assurée et la coordination mise en place entre TRAPIL et DPC ainsi que les travaux envisagés. Cette présentation a été mise à jour le vendredi 21 juin et il a été décidé de se rendre sur place pour effectuer une visite d'inspection le lundi 24 juin pour appréhender les travaux modificatifs envisagés pour maintenir la poursuite d'activité du terminal avec une seule canalisation 10".</p> <p>L'exploitant continue de pomper en fond de fouille les hydrocarbures présents en indiquant que ces derniers sont maintenant constitués d'hydrocarbures et d'une grande quantité d'eau. L'exploitant s'est adjoint les services d'un bureau d'étude spécialisé en vue de diagnostiquer les atteintes à l'environnement.</p> <p>L'exploitant n'a pas encore pu identifier l'origine de la fuite et les causes profondes. Toutefois, un premier compte rendu formel de l'accident est maintenant attendu. Ce rapport sera à compléter autant que nécessaire et au fur et à mesure des résultats des investigations sur les canalisations enterrées en tenant compte des préconisations du prestataire assurant le suivi environnemental ou de l'avancement des opérations de dépollution à venir.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaire à la société TRAPIL est joint</p>

au présent rapport afin d'encadrer le suivi environnemental et les opérations de dépollution.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Rédiger et transmettre une fiche de notification d'accident :

- soit en reprenant le modèle disponible à l'adresse suivante : <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>
- soit en utilisant tout autre modèle reprenant l'ensemble des items développés dans le modèle sus-indiqué.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 2 : Enregistrement et prescriptions complémentaires**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-46-23 II

**Thème(s) :** Situation administrative, Enregistrement et prescriptions complémentaires

**Prescription contrôlée :**

II. - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement.

Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.

**Constats :**

L'Inspection a échangé avec le représentant de TRAPIL sur les modifications envisagées de ses installations.

La visite d'inspection a notamment permis d'apprendre que les installations n'étaient pas conçues pour être aisément vidangées de produits, que des dispositions allaient devoir être prises pour les vider au maximum, que l'une des canalisations 10" comportait une connexion vers le poste de chargement camion pour l'empotage des contaminants qu'il fallait modifier pour pouvoir transférer les contaminants depuis leurs bacs de stockage vers le poste de chargement via la canalisation 10" intègre. L'inspection a également noté qu'une consigne relative à ces opérations

avait été établie le 18 juin. L'Inspection a demandé à l'exploitant de la valoriser dans le cadre du dossier de porter à connaissance des modifications envisagées et d'au moins l'annexer audit dossier à constituer. Un dossier de porter à connaissance (PAC) est attendu dans les meilleurs délais.

Par mail du 28 juin dernier, l'exploitant a déposé une version consolidée du dossier de PAC déposé initialement le 25 juin. L'Inspection a examiné ce PAC et communiqué ses questions et observations le 28 juin.

Les travaux envisagés sur les installations sont encadrés par le régime ICPE de l'établissement. Toutefois, ils doivent également prendre en compte les dispositions applicables aux canalisations de transport.

Les dernières réponses communiquées à l'inspection par courriel du 4 juillet ont permis de statuer sur le caractère non substantiel, mais notable des modifications envisagées.

**Type de suites proposées :** Sans suite